



# Pour la défense du logement social, pas touche au Livret A !

Les difficultés pour se loger se font ressentir à tous les niveaux. La crise du logement ne semble pas avoir de fin.

☐ Tous les jours autour de nous, nous voyons des tentes apparaître, des personnes sans domiciles ou contraintes de résider dans des logements insalubres, de véritables taudis.

☐ Dans les entreprises, les salarié-e-s ont un pouvoir d'achat de plus en plus faible. La part consacrée au logement est toujours plus importante. L'augmentation des loyers pousse de plus en plus de salariés à demander l'accès à un logement social (+17 % de demandes à La Poste en Ile-de-France en 2007). Evidemment, le parc de logements sociaux ne connaît pas la même évolution.

## Le financement du logement social

Pour justifier la banalisation du livret A, le gouvernement argue de sa volonté de pérenniser les sources de financement du logement social. Or, son projet prévoit de laisser aux banques 30 % des sommes collectées ! En fait, le gouvernement retire des ressources destinées au logement social pour renflouer des banques qui ont perdu des plumes dans la crise des subprimes, en clair, la crise des prêts immobiliers américains !

☛ **Avec ses 43 millions de détenteurs et ces 116 milliards d'encours détenus par la Caisse des Dépôts et consignations, nous pensons que le Livret A dans sa forme actuelle, est le seul outil financier capable de mener une politique volontariste du logement.**

Notre engagement pour défendre le livret A est double. D'une part, nous voulons conserver la spécificité de notre travail, celle de collecte de fonds pour le logement social. D'autre part, nous voulons une société solidaire où chacun puisse avoir un logement.

Sud Caisse d'Épargne et Sud PTT participent à l'intersyndicale du secteur semi-public et financier et, à ce titre, sont membres du collectif « Pas touche au Livret A ». Ce collectif, dont Sud, vous invite également à signer notre pétition en ligne et à consulter nos argumentaires sur le site <http://www.pastoucheaulivreta.org/> ou sur le site <http://www.solidaires.org/>

**A partir du 15 mars, les expulsions vont reprendre. Mobilisons-nous !**

**Manifestons le 15 mars  
à 14h30 place de la République**

Voire l'appel unitaire au verso

**Pas d'expulsions, des relogements !!**  
**Un logement pour tous et toutes**  
**Pas touche au Livret A, ni au logement social !!**

## **Manifestation Samedi 15 Mars** **A 14h30 Place de la république**

A l'appel de : AC !, AC le feu, ACDL, AFVS, ATMF, ATTAC, Autre monde, Bagagérue, CAL, CDSL, CGT Finance, CGT Paris, Collectif logement 14e, Collectif logement 3e, Coord. Anti-démol. des quartier pop. HLM, COPAF, CSP 19e, DAL, Droits Devant !, FSU, IPAM, Intersyndicale du secteur financier Public et semi Public, La Générale, Ligue des droit de l'Homme, Marche euro contre le chômage, MIB, Ministère de la CRISE du logement, MNCP, No-Vox, Union Syndicale Solidaires ... Avec le soutien de : CNL, AL....

À partir du 15 mars, c'est le retour des expulsions, et cette année est plus inquiétante que jamais: plus de 120 000 ménages seront mis à la porte, en France.

Jamais les loyers et l'immobilier n'ont été aussi chers, et avec des revenus faibles, modestes, et même moyens, il n'est plus possible de se loger décemment.

Des projets gouvernementaux régressifs sont programmés après les élections municipales. Ils menacent le logement social et son financement, les locataires, et les sans logis.

## **Ça suffit !!**

### **Pour des mesures concrètes et immédiates :**

- Arrêt des expulsions sans relogement, des saisies, des coupures d'eau, d'énergie et de chauffage
- Application de la loi de réquisition sur les logements vacants et des Loi DALO et SRU
- Contre les pratiques et les projets de criminalisation des mal-logés et des sans abris
- Pas plus de 20% de ses revenus pour se loger : baisse des loyers et des charges ! hausse des aides au logement social et aux locataires
- Relogement des habitants de logements indignes (saturnisme, insalubrité, indécence, surpeuplement )

### **Pour la défense du logement social :**

- Arrêt des ventes, des démolitions arbitraires, de la dérégulation des loyers, de la remise en cause du droit au maintien dans les lieux...
- Pas touche au Livret A, ni aux autres outils de financement du logement social (Caisse des dépôts, 1% logement ...),
- Réalisation massive de logements sociaux de qualité, notamment dans les villes riches
- Développement et réhabilitation (sans hausse des loyers) du logement des travailleurs migrants, des jeunes et des étudiants .